



CHAPITRE 149

Loi de la sécurité dans les édifices publics

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET DÉCLARATOIRES

« Proprié-
taires
d'édifices
publics ».

1. Les mots « propriétaires d'édifices publics », employés dans la présente loi, comprennent les particuliers, compagnies et corporations qui sont propriétaires, locataires ou possesseurs, à quelque titre que ce soit, de quelqu'un des édifices indiqués dans la définition de l'article 2, et leurs agents. S. R. 1941, c. 170, a. 3.

« Édifices
publics ».

2. Les mots « édifices publics » employés dans la présente loi désignent les églises, les chapelles, ou les édifices qui servent d'églises ou de chapelles, les monastères, les noviciats, les maisons de retraites, les séminaires, les collèges, les couvents, les maisons d'école, les jardins d'enfance, les garderies, les crèches et ouvroirs, les orphelinats, les patronages, les colonies de vacances, les hôpitaux, les cliniques, les maisons de convalescence ou de repos, les asiles, les refuges, les hôtels, les maisons de logement de dix chambres ou plus, les maisons de rapport de plus de deux étages et de huit logements, les clubs, les cabarets, les cafés-concerts, les music-halls, les cinémas, les théâtres ou les salles utilisées pour des fins similaires, les salles de réunions publiques, de conférences, de divertissements public, les salles municipales, les édifices utilisés pour les expositions, les foires, les kermesses, les estrades situées sur les champs de course ou utilisées pour des divertissements pu-

CHAPTER 149

Public Buildings Safety Act

DIVISION I

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE

1. The words "owners of public buildings" in this act include persons, companies and corporations, who are owners, tenants or occupants, under any title, of any building mentioned in section 2, and their agents. R. S. 1941, c. 170, s. 3.

"Owners
of public
build-
ings".

2. The words "public building" in this act mean churches and chapels, or buildings used as such, monasteries, novitiates, retreats, seminaries, colleges, convents, school-houses, kindergartens, day-nurseries, infant asylums, charity work-rooms (*ouvroirs*), orphan asylums, church guild buildings (*patronages*), fresh-air camps, hospitals, clinics, convalescent or rest homes, asylums, shelters, hotels, rooming-houses of ten or more rooms, apartment houses having more than two stories and more than eight apartments, clubs, cabarets, concert-café, music-halls, moving-picture theatres, theatres, or halls used for similar proposes, halls for public meetings, lectures or public amusements, municipal halls, buildings used for exhibitions, fairs, kermesses, stands on race-courses or used for public amusements, arenas for wrestling, boxing or hockey, or used for other sports, buildings of more than two stories used as offices, stores having a floor area of over three thousand

"Public
building".

blics, les arènes de lutte, de boxe, de goudret ou utilisées pour d'autres sports, les édifices de plus de deux étages utilisés comme bureaux, les magasins dont la surface de plancher excède trois mille pieds carrés, les gares de chemin de fer, de tramway, ou d'autobus, les bureaux d'enregistrement, les bibliothèques, musées et bains publics. S. R. 1941, c. 170, a. 2; 6 Geo. VI, c. 47, a. 1.

SECTION II

DE L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE LOI

Applica-
tion de
la loi.

3. Sauf les restrictions qu'il plaît au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir dans les règlements qu'il peut édicter en vertu de l'article 39, tous les édifices publics indiqués dans l'article 2 sont soumis aux dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 170, a. 4.

SECTION III

DE LA SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS

Sécurité
requis.

4. 1. Les édifices publics visés par l'article 2 doivent offrir toute la sécurité requise par la présente loi et les règlements faits sous son empire.

Réserve.

2. Les édifices publics ouverts au public le 25 avril 1908, (date de l'entrée en vigueur de la loi 8 Edouard VII, chapitre 52), et qui exigent des frais trop considérables pour être rendus conformes aux prescriptions requises, doivent cependant l'y être autant que possible, à la satisfaction de l'inspecteur.

Permis de
construc-
tion.

3. Aucun édifice public ne doit être construit ni modifié, et aucuns travaux affectant la solidité d'un édifice ou d'une partie d'un édifice, ou modifiant les conditions d'un édifice ou d'une partie d'un édifice, ne doivent être faits sans un permis de l'inspecteur. Ce permis ne peut être émis qu'après l'examen des plans et devis de l'édifice.

Certificat
d'archi-
tecte.

4. Lorsque des changements importants sont apportés à un édifice public, un certificat d'architecte doit en être fourni par le propriétaire à l'inspecteur constatant la solidité et la sécurité de cet édifice.

Change-
ment de
destina-
tion.

5. Si un édifice public change de destination de manière à exiger plus de solidité,

square feet, railway, tramway or autobus stations, registry offices and public libraries, museums and baths. R. S. 1941, c. 170, s. 2; 6 Geo. VI, c. 47, s. 1.

DIVISION II

APPLICATION OF ACT

3. Saving the restrictions which the Lieutenant-Governor in Council may make in the regulations which he may enact in virtue of section 39, all public buildings mentioned in section 2 shall be subject to the provisions of this act. R. S. 1941, c. 170, s. 4.

DIVISION III

SAFETY IN PUBLIC BUILDINGS

4. (1) The public buildings mentioned in section 2 shall afford all the security required by this act and the regulations made under its authority.

(2) Public buildings open to the public on the 25th of April, 1908 (the date of the coming into force of the act 8 Edward VII, Chapter 52), and which require too heavy an expense to be made conformable to the prescribed requirements, shall however be made to conform thereto as far as possible, to the satisfaction of the inspector.

(3) No public building shall be built or altered, and no work affecting the solidity of a building or of part of a building, or changing the conditions of a building or part of a building, shall be done, without a permit from the inspector. Such permit shall not be issued until after examination of the plans and specifications for the building.

(4) When extensive alterations are made to a public building, an architect's certificate as to the solidity and safety of such building shall be given by the owner to the inspector.

(5) If the destination of a public building is so altered that greater solidity is

un certificat d'architecte, constatant telle solidité, doit être donné par le propriétaire à l'inspecteur.

Choix de
l'archi-
tecte.

6. Dans les cas où les propriétaires et locataires ne peuvent s'entendre sur le choix d'un architecte, l'inspecteur est chargé de ce choix, et il doit désigner un architecte reconnu par l'Association des architectes de la province de Québec, et le certificat que cet architecte émet est valable. S. R. 1941, c. 170, a. 5 (*partie*).

Gares de
chemins
de fer.

5. Les dispositions de l'article 4 ne s'appliquent pas aux gares d'un chemin de fer soumis à l'autorité législative du Parlement du Canada. S. R. 1941, c. 170, a. 5 (*partie*); 6 Geo. VI, c. 47, a. 2.

required, an architect's certificate establishing such solidity shall be given by the owner to the inspector.

(6) Whenever owners and tenants cannot agree upon an architect, the choice thereof shall be made by the inspector, who shall appoint an architect recognized by the Province of Quebec Association of Architects, and the certificate of such architect shall be valid. R. S. 1941, c. 170, s. 5 (*part*).

Choice of
architect.

5. The provisions of section 4 shall not apply to the stations of any railway under the legislative jurisdiction of the Parliament of Canada. R. S. 1941, c. 170, s. 5 (*part*); 6 Geo. VI, c. 47, s. 2.

Railway
stations.

SECTION IV

DES DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES D'ÉDIFICES PUBLICS

Devoirs
du pro-
priétaire.

6. Tout propriétaire d'édifice public doit:

1° Transmettre à l'inspecteur un avis par écrit indiquant son nom, le nom de l'édifice et sa destination, ainsi que la désignation de l'endroit où il est situé, dans les trente jours avant l'ouverture au public de cet édifice;

2° Transmettre au même inspecteur un avis par écrit, l'informant de tout incendie ou accident survenu dans l'édifice, dans les quarante-huit heures de cet incendie ou de cet accident;

3° Fournir à l'inspecteur tous les moyens nécessaires pour faciliter une inspection efficace de l'édifice et de ses dépendances;

4° Si l'édifice est un théâtre ou une salle de conférences ou d'amusements publics, ou un hôtel, y tenir affiché un certificat d'inspection, signé par l'inspecteur, et l'y maintenir constamment entier et lisible;

5° Mettre des sièges en nombre suffisant à la disposition des filles et femmes employées dans les magasins afin qu'elles puissent s'asseoir si la nature de leur travail l'exige ou lorsque le service des clients le permet. S. R. 1941, c. 170, a. 6.

DIVISION IV

DUTIES OF OWNERS OF PUBLIC BUILDINGS

6. Every owner of a public building shall:

Duties of
owner:

(1) Send to the inspector a written notice giving his name, the name of the building and its destination, as well as the name of the place where it is situated, within thirty days previous to the opening of such building to the public;

(2) Send to the said inspector a written notification of every fire or accident which occurs in such building, within forty-eight hours from the occurrence of such fire or accident;

(3) Provide such inspector with everything necessary to facilitate an effective inspection of the building and its dependencies;

(4) If the building be a theatre, or a hall for lectures or public amusements, or a hotel, have a certificate of inspection, signed by the inspector, posted up, and keep it there continuously whole and legible;

(5) Place a sufficient number of seats at the disposal of the girls or women employed in their stores, in order that they may sit down when the nature of their work requires it, or service upon customers permits. R. S. 1941, c. 170, s. 6.

SECTION V

DES POUVOIRS DES INSPECTEURS

Devoirs
des
inspec-
teurs.

7. Les inspecteurs des établissements industriels, nommés en vertu de la Loi des établissements industriels et commerciaux (chap. 150) sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et des règlements faits sous son empire. S. R. 1941, c. 170, a. 7.

Pouvoirs.

8. En ce qui se rapporte à la sécurité et à l'hygiène dans les édifices publics, ces inspecteurs ont les mêmes pouvoirs et sont soumis aux mêmes obligations que ceux qui leur sont indiqués dans la Loi des établissements industriels et commerciaux (chap. 150) et dans les règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil relativement à la sécurité et à la santé des employés dans les établissements industriels, en autant qu'ils sont applicables. S. R. 1941, c. 170, a. 8.

Assis-
tance aux
enquêtes.

9. Ils ont droit d'assister aux enquêtes tenues par les commissaires des incendies de Québec et de Montréal, et de celles faites par les coroners, chaque fois qu'il s'agit d'incendie ou d'accident survenu dans un édifice public, et de questionner les témoins dans le but de connaître les causes de tel incendie ou accident. S. R. 1941, c. 170, a. 9.

Recom-
manda-
tions.

10. 1. Ils ont droit d'adresser aux autorités qu'il appartient toutes les recommandations qu'ils croient convenables, pour assurer la sécurité dans les édifices publics.

Entrée
libre.

2. Ils ont droit d'entrer librement dans les édifices publics, à toute heure du jour ou de la nuit, pour l'accomplissement de leurs devoirs; ils doivent être admis sans délai sur la présentation d'une carte d'identité portant le sceau du département de l'inspection, et la signature du ministre du travail ou celle de l'inspecteur en chef.

Rensei-
gne-
ments.

3. Ils ont droit d'exiger la production des certificats ou autres documents requis par la loi et les règlements adoptés en vertu de la loi, ainsi que tous les renseignements qu'ils peuvent juger nécessaires.

Consta-
bles.

4. S'ils ont raison de craindre d'être molestés dans l'exécution de leurs devoirs,

DIVISION V

DUTIES AND POWERS OF INSPECTORS

7. The inspectors of industrial establishments appointed in virtue of the Industrial and Commercial Establishments Act (Chap. 150) shall see to the observance of this act and the regulations made under its authority. R. S. 1941, c. 170, s. 7.

Duties of
inspec-
tors.

8. As regards safety and health in public buildings, such inspectors shall have the powers and shall be subject to the obligation in them vested by the said Industrial and Commercial Establishments Act (Chap. 150) and by the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council, respecting the safety and health of employees in industrial establishments, insofar as the same may be applicable thereto. R. S. 1941, c. 170, s. 8.

Powers.

9. They shall have the right to be present at inquiries held by the fire commissioners of Quebec and Montreal, and at inquests held by coroners, in all cases of fire or accident in a public building, and to question the witnesses, in order to ascertain the cause of such fire or accident. R. S. 1941, c. 170, s. 9.

Presence
at
inquiries.

10. (1) They shall have the right to make, to the proper authorities, any suggestions they may consider advisable in the interest of safety in public buildings.

Sugge-
stions.

(2) They shall have the right, in the performance of their duties, of free entrance into public buildings at any hour of the day or night; and shall be admitted therein without delay, on presenting a card identifying them, bearing the seal of the inspection department and the signature of the Minister of Labour or that of the chief inspector.

Right of
entrance.

(3) They may require the production of the certificates or other documents required by law and the regulations passed in virtue thereof, as well as all information they may think necessary.

Certifi-
cates.

(4) If they have reason to fear being molested in the performance of their

Consta-
bles.

ils ont le droit de se faire accompagner, dans chaque cas, par un ou plusieurs constables.

Évacuation.

5. Si les inspecteurs constatent qu'en raison du manque de résistance ou de solidité d'un édifice ou d'une partie d'un édifice, il y a danger d'écroulement, ils doivent sur-le-champ ordonner l'évacuation immédiate et complète de tout ou de partie de l'édifice, suivant le cas, et pour cette fin, ils peuvent requérir les services de tout homme de la police municipale ou de la Sûreté provinciale, ou d'un constable de la paix.

Pouvoir du ministre.

Le ministre du travail peut suspendre ou révoquer la décision de l'inspecteur à ce sujet. S. R. 1941, c. 170, a. 10.

Publication.

11. Ils doivent faire publier dans la *Gazette officielle de Québec* les prescriptions de la loi et des règlements qu'ils croient nécessaire de faire connaître plus spécialement au public et y faire aussi publier leur adresse. S. R. 1941, c. 170, a. 11.

duties, they may in any case require one or more constables to accompany them.

(5) If an inspector ascertains that by reason of insufficient resistance or solidity in a building or any part of a building, there is a danger of collapse, he shall forthwith order that such building or part of a building, as the case may be, shall be immediately and completely vacated, and for such purpose may require the services of any member of the municipal or Provincial Police Force, or of a peace officer.

Buildings to be vacated.

The Minister of Labour may suspend or reverse any such decision of the inspector. R. S. 1941, c. 170, s. 10.

Power of Minister.

11. They shall publish, in the *Quebec Official Gazette*, such provisions of the law and the regulations as they consider should be more especially made known to the public, and also publish their address therein. R. S. 1941, c. 170, s. 11.

Publications.

SECTION VI

DE L'ENTRETIEN DES ÉDIFICES PUBLICS

Aménagement des édifices publics.

12. 1. Les édifices publics, ainsi que tous les meubles et immeubles qui en dépendent, doivent être installés et entretenus de telle sorte que la vie des personnes qui y résident ou y ont accès soit efficacement protégée contre les accidents.

Sorties.

2. Ils doivent être pourvus de tous les moyens nécessaires pour permettre aux occupants ou au public de sortir promptement et facilement, en cas d'alarme de feu, ou en cas de panique.

Appareils de sauvetage.

3. Tout édifice de trois étages ou plus, et toute école doivent être pourvus d'appareils de sauvetage à l'extérieur tels qu'escaliers en fer, tubes de sauvetage en toile ou en métal, ou autres moyens de sauvetage en cas d'incendie, approuvés ou prescrits par l'inspecteur. Cette disposition ne s'applique pas aux édifices publics construits à l'épreuve du feu à la satisfaction de l'inspecteur. S. R. 1941, c. 170, a. 12.

Approbation des systèmes de sauvetage.

13. Tout système ou devis d'issue de sauvetage peut être adopté, s'il est approuvé par l'inspecteur. S'il n'existe au-

DIVISION VI

HOW PUBLIC BUILDINGS TO BE KEPT

12. (1) Public buildings, and all accessories thereof, moveable or immovable, shall be so erected and kept that the lives of all persons residing therein or having access thereto shall be effectually protected against accidents.

Construction of public buildings.

(2) They shall be provided with all means necessary to permit a prompt and easy exit therefrom of the occupants or of the public in case of an alarm of fire or a panic.

Exits.

(3) Every building of three or more stories, and every school building, shall be provided with safety appliances on the outside, such as iron stairs, safety tubes of canvas or metal, or other means of escape in case of fire, approved or prescribed by the inspector. This provision shall not apply to any public building that is fire-proof to the satisfaction of the inspector. R. S. 1941, c. 170, s. 12.

Safety appliances.

13. Any system or device for safe exit may be adopted if it is approved by the inspector. If there are no means of safety

Approval of safety devices.

- cun moyen de sauvetage en dehors des issues ordinaires, ou si le système de sauvetage en usage n'est pas approuvé par l'inspecteur, celui-ci peut, par un ordre donné soit au propriétaire, locataire, agent ou surintendant de l'édifice, exiger un ou plusieurs moyens de sauvetage. Ces moyens de sauvetage doivent être installés aux endroits indiqués par l'inspecteur, et construits de la manière spécifiée dans l'ordre qu'il a donné. Les issues ou moyens de sauvetage doivent être construits dans les trente jours après que l'ordre a été donné, et tous ces moyens de sauvetage ou issues doivent être conformes aux devis décrits dans l'ordre donné, ou aux spécifications contenues dans les paragraphes suivants:
- Ordres.
- Escaliers de sauvetage. 1° Les escaliers de sauvetage doivent être construits en fer avec balustrades suffisantes et ils doivent être reliés à l'intérieur du bâtiment au moyen de portes ou de fenêtres; ils doivent aussi avoir des paliers suffisants à chaque étage au-dessus du premier, y compris l'attique lorsqu'il est employé comme atelier, et ils doivent être en bon état et libres de toute obstruction.
- Tubes en toile. 2° Les tubes en toile consistent en tubes fabriqués en forte toile, traités chimiquement, de manière à offrir une résistance suffisante à la flamme. Ces tubes doivent être solidement fixés à un cadre en fer et munis de ressorts de ralentissement de la descente.
- Tubes en métal. 3° Les tubes en métal consistent en tubes d'acier ou de fer en feuille, construits en spirales et reliés à chaque étage par des galeries.
- Balcons. 4° Les balcons, galeries et escaliers doivent être placés aux endroits et de la manière indiquée par l'inspecteur. Les tubes en toile doivent être placés dans des armoires portatives et installés dans les endroits désignés par l'inspecteur. S. R. 1941, c. 170, a. 13.
- Gradins. 14. Lorsque les fenêtres ou autres issues donnant sur les escaliers de sauvetage sont à plus de deux pieds de hauteur du plancher, des gradins doivent être établis pour permettre aux occupants d'atteindre facilement ces issues. S. R. 1941, c. 170, a. 14.
- apart from the ordinary exits, or if the safety system in use is not approved by the inspector, the latter may, by an order given to the owner, tenant, agent or superintendent of the building, require one or more safety devices. Such safety devices shall be installed at the places directed by the inspector, and built in the manner specified in the order. The exits or safety devices shall be built within thirty days after the order has been given, and each of them shall comply with the specifications contained in the order or with those contained in the following paragraphs: Order.
- (1) Safety staircases shall be built of iron, with sufficient side railings, and shall be connected with the inside of the building by means of doors or windows; and shall also have sufficient landings at each story above the first, including the attic when it is used as a workshop, and shall be kept in good condition and unobstructed. Safety staircases.
- (2) Canvas tubes shall consist of tubes made of strong canvas, treated chemically and so as to offer sufficient resistance to fire. Such tubes shall be solidly fixed to an iron frame, and shall be supplied with brakes to check the descent. Canvas tubes.
- (3) Metal tubes shall consist of tubes of steel or of sheet iron, of spiral form, and connected to each story by galleries. Metal tubes.
- (4) All balconies, galleries and staircases shall be put up at the places and in the manner determined by the inspector. Canvas tubes shall be placed in portable chests, and installed in the places determined by the inspector. R. S. 1941, c. 170, s. 13. Balconies.
14. When the windows or other outlets opening upon the safety staircases are more than two feet above the floor, steps shall be placed so as to enable the occupants of the building to easily reach such outlets. R. S. 1941, c. 170, s. 14. Steps.

Entretien.

15. Ces issues de sauvetage doivent toujours être tenues en bon état et libres de tout embarras et de toute obstruction. S. R. 1941, c. 170, a. 15.

15. The said safety exits shall always be kept in good condition, and free from all hindrance and obstruction. R. S. 1941, c. 170, s. 15. Maintenance.

Portes principales.

16. Les portes principales servant d'issues, ainsi que toutes portes situées à la partie inférieure d'un escalier, doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie, et être tenues libres pendant toute la durée des assemblées, classes, représentations et services religieux. Dans le cas d'hôtels et maisons de pension, pensionnats et tous autres bâtiments occupés la nuit, les portes ne doivent jamais être fermées à clef, mais être munies d'une serrure qui s'ouvre automatiquement par pression à l'intérieur et, dans le cas des églises, théâtres, salles d'amusements et lieux de réunions publiques, elles doivent se fermer au moyen de poids ou de ressorts, et non de clenches. S. R. 1941, c. 170, a. 16.

16. The principal doors from which exit is had, and all doors at the lower part of a staircase, shall open outwards and be kept free throughout meetings, classes, performances or religious services. In the case of hotels and boarding-houses, boarding-schools, and other buildings occupied at night, the doors shall never be locked with a key, but shall be supplied with a lock which opens automatically by pressure from within the building, and in the case of churches, theatres, amusement halls and places of public meeting, shall be closed by means of weights or springs and not by latches. R. S. 1941, c. 170, s. 16. Main doors.

Théâtres.

17. Tout bâtiment érigé ou modifié depuis le 25 avril 1908 pour servir de théâtre, pour des représentations de drame ou d'opéra, ou pour d'autres fins semblables nécessitant l'usage d'une scène avec décors mobiles, rideaux et machines, doit être un bâtiment de première classe, c'est-à-dire construit à l'épreuve du feu, à la satisfaction de l'inspecteur, et la plus haute partie du plancher principal de la salle ne doit pas être de plus de sept pieds au-dessus du niveau de la rue ou pavé sur lequel les portes de sortie se trouvent. S. R. 1941, c. 170, a. 17.

17. Every building built or altered after the 25th of April, 1908 to serve as a theatre, for dramatic or operatic entertainments, or for other like purposes requiring the use of a stage with moveable scenery, curtains and machines, shall be a first class building, that is to say, fire-proof to the satisfaction of the inspector, and the upper part of the main floor of the hall must not be more than seven feet above the level of the street or road where the exit doors are situated. R. S. 1941, c. 170, s. 17. Theatres.

Sorties.

18. Au moins deux sorties indépendantes pour chaque division, compartiment ou galerie doivent être pratiquées dans les édifices mentionnés dans l'article 17. En sus des sorties ci-dessus mentionnées, il doit y avoir partout où la chose est praticable, des sorties directes débouchant de l'étage principal de la salle sur une rue, place publique, ruelle ou cour, et ces sorties doivent être pourvues de portes ou de châssis légers s'ouvrant dans le sens de la sortie et tenues fermées d'une manière permettant leur ouverture prompte et facile en cas de feu ou de panique. S. R. 1941, c. 170, a. 18.

18. There shall be at least two independent exits for each division, compartment or gallery of the buildings mentioned in section 17. Besides the exits hereinabove mentioned, there shall, whenever practicable, be direct exits opening out from the principal floor to a street, public square, lane or yard, and such exits shall be provided with doors or light windows, opening outward, and kept closed so as to allow of their being promptly and easily opened in case of fire or panic. R. S. 1941, c. 170, s. 18. Exits.

Plans et diagrammes.

19. Des plans indiquant les sorties et les escaliers doivent être imprimés sur

19. Plans indicating the exits and the staircases shall be printed on each pro- Plans and diagrams.

chaque programme. Un diagramme indiquant les escaliers et les sorties doit être aussi affiché à un endroit bien en vue, à chaque galerie ou étage et sur la scène. S. R. 1941, c. 170, a. 19.

gramme. A diagram indicating the stairways and the exits shall also be posted up in a conspicuous place in each gallery or floor and upon the stage. R. S. 1941, c. 170, s. 19.

Corridors.

20. Tous les corridors, passages et allées de tels théâtres doivent être d'une largeur ample et uniforme et, si possible, doivent s'élargir vers les sorties pour permettre à l'auditoire de sortir facilement du bâtiment. Pendant les représentations, ces corridors, passages et allées doivent être libres de toute obstruction quelconque. S. R. 1941, c. 170, a. 20.

20. All the corridors, passages and aisles of such theatres shall be of ample and uniform width, and, if possible, shall widen out towards the exits so as to allow the audience an easy outlet from the building. During entertainments, such corridors, passages and aisles shall be kept free from all obstructions. R. S. 1941, c. 170, s. 20.

Scène.

21. La scène de tout théâtre doit être séparée de l'enceinte réservée aux spectateurs par un mur en brique de pas moins de seize pouces d'épaisseur, et ce mur doit s'étendre sur toute la hauteur et la largeur du bâtiment et à deux pieds au-dessus du toit. S. R. 1941, c. 170, a. 21.

21. The stage of every theatre shall be separated from the auditorium by a brick wall at least sixteen inches thick extending the whole height and breadth of the building and two feet above the roof. R. S. 1941, c. 170, s. 21.

Rideau.

22. L'ouverture pour le rideau, dans tout théâtre, doit être pourvue d'un rideau de matériaux incombustibles approuvé par l'inspecteur et glissant à chaque extrémité dans des rainures solidement assujetties dans le mur de brique, et entrant dans ces rainures pas moins de six pouces de chaque côté. Ce rideau doit être levé au commencement et baissé à la fin de chaque représentation. Il doit aussi être mû au moyen d'un mécanisme approuvé. S. R. 1941, c. 170, a. 22.

22. The opening for the curtain in every theatre shall be provided with a curtain of incombustible material, approved of by the inspector, and sliding at each end in grooves solidly fixed in brick walls, and entering into such grooves at least six inches on both sides. This curtain shall be raised at the beginning and lowered at the end of each performance. It shall also be worked by means of approved appliances. R. S. 1941, c. 170, s. 22.

Ventilateurs.

23. Un ou plusieurs ventilateurs incombustibles doivent être fixés au-dessus de la scène de chaque théâtre, la superficie de tel ventilateur doit égaler un trentième de la superficie totale de la scène. Chaque ventilateur doit être pourvu d'une valve disposée et contre-balancée de telle façon qu'elle s'ouvre automatiquement. Ladite valve doit être fermée, lorsqu'on ne se sert pas du ventilateur, au moyen d'une corde aboutissant à la boîte du souffleur. Cette corde doit être en matière combustible et disposée de manière que, si elle se casse, le ventilateur s'ouvre automatiquement. L'inspecteur, à sa discrétion, peut exiger la construction de ce ventilateur dans les théâtres construits le ou avant le 25 avril 1908. S. R. 1941, c. 170, a. 23.

23. There shall be above the stage of each theatre, one or more incombustible ventilators, each with an area equal to at least one-thirtieth of the whole area of the stage. Each ventilator shall be supplied with a valve arranged and counter-balanced so as to open automatically. The valve shall be closed when the ventilator is not in use, by means of a cord the end of which shall be at the prompter's box. Such cord shall be of combustible material, and so arranged that if it breaks the ventilator will open automatically. The inspector may, at his discretion, require that such a ventilator be made in theatres built on or before the 25th of April, 1908. R. S. 1941, c. 170, s. 23.

- Boyaux.** 24. Au moins deux tuyaux à incendie de quatre pouces doivent être installés sur la scène de chaque théâtre, avec tous les boyaux et les lances nécessaires raccordés auxdits tuyaux, au niveau de la scène, de chaque côté, et l'eau doit être tenue en circulation dans les tuyaux tout le temps que le théâtre est occupé par un auditoire. L'inspecteur a le pouvoir d'ordonner tous autres appareils qu'il peut juger convenables pour protéger contre le feu. S. R. 1941, c. 170, a. 24.
- Éclairage.** 25. Tous les théâtres doivent être éclairés à la lumière électrique. Il doit y avoir une lampe vis-à-vis de chaque sortie, ainsi qu'en haut et au bas de chaque escalier, et toutes les lampes doivent être pourvues de globes en verre coloré en rouge. S. R. 1941, c. 170, a. 25.
- Cinémas.** 26. Avant de permettre l'ouverture d'aucune salle pour des représentations cinématographiques, l'inspecteur peut exiger que les propriétaires ou agents fournissent un certificat établissant que les précautions requises pour l'installation des appareils électriques servant à l'éclairage et à la force motrice sont conformes aux exigences des règlements du bureau des examinateurs électriciens. S. R. 1941, c. 170, a. 26.
- Avertisseurs.** 27. Tous les théâtres doivent être pourvus d'avertisseurs approuvés, reliés au bureau central du département des alarmes d'incendie. S. R. 1941, c. 170, a. 27.
- Décors.** 28. Tous les décors et accessoires doivent être rendus incombustibles avec une peinture ou une solution à l'épreuve du feu, qui doit être préalablement approuvée par l'inspecteur des édifices publics. S. R. 1941, c. 170, a. 28.
- Inspection annuelle.** 29. Tous les ans, avant l'ouverture de la saison théâtrale le ou avant le 15 août, l'agent, le locataire ou le gérant de tout théâtre, doit demander une inspection de son établissement par un avis adressé à l'inspecteur, et aucun théâtre ne doit être ouvert au public avant d'avoir été inspecté et approuvé par l'inspecteur. S. R. 1941, c. 170, a. 29.
24. There shall be at least two four-inch fire-pipes upon the stage of each theatre with all necessary hose and nozzles connected with the said pipes at the level of the stage on each side, and the water shall be kept circulating in said pipes while there is an audience in the theatre. The inspector may order any other appliances for protection against fire that he may think proper. R. S. 1941, c. 170, s. 24.
25. All theatres shall be lighted by electric light. There shall be a lamp opposite each exit, as well as above and below each staircase, and all such lamps shall be supplied with red glass globes. R. S. 1941, c. 170, s. 25.
26. Before allowing the opening of any hall which is to be used for moving pictures, the inspector may require, from the owner or agent, a certificate establishing that the precautions required for the installation of apparatus for electric lighting or motive power comply with the regulations of the board of examining electricians. R. S. 1941, c. 170, s. 26.
27. All theatres shall be supplied with approved fire-alarms, connected with the central office of the fire alarm department. R. S. 1941, c. 170, s. 27.
28. All scenery and accessories shall be made incombustible with a fire-proof paint or solution which shall be previously approved by the building-inspector. R. S. 1941, c. 170, s. 28.
29. Every year, before opening a theatrical season, on or before the 15th of August, the agent, the lessee or the manager of every theatre, shall apply for an inspection of his building by a notice addressed to the inspector, and no theatre shall be opened to the public before having been inspected and approved by the inspector. R. S. 1941, c. 170, s. 29.

Salles d'amusements.

30. En autant qu'il est possible, selon l'avis de l'inspecteur, les règlements des théâtres peuvent être appliqués en tout ou en partie aux salles d'amusements publics ou autres édifices mentionnés dans l'article 2.

Certificat.

Le certificat prescrit par le paragraphe 4° de l'article 6 doit indiquer le nombre de personnes que peut contenir tout théâtre, salle de conférences ou salle d'amusements.

Assistance.

Ce nombre doit être proportionné à la quantité et à la dimension des issues et à la largeur des corridors, des passages et des allées, et il n'est pas permis de laisser entrer des spectateurs ou auditeurs en nombre plus élevé que le chiffre indiqué au certificat.

Affichage du certificat.

Ce certificat doit être affiché dans l'endroit désigné par l'inspecteur, et nul ne peut le changer de place sans sa permission. Cet affichage doit être fait en plusieurs endroits, selon le besoin, à la discrétion de l'inspecteur.

Affiches aux sorties.

Au-dessus de chaque porte ou issue conduisant à l'extérieur, il doit être apposé une affiche portant en gros caractères le mot « sortie » ou « exit », avec lumière suffisante pour être lue facilement. S. R. 1941, c. 170, a. 30.

Hôtels: Gardien.

31. L'inspecteur peut exiger que, dans tout hôtel ou maison de pension de cinquante chambres occupées, il y ait un gardien pendant la nuit.

Éclairage.

Les passages et escaliers doivent être éclairés pendant toute la nuit. Les lampes indiquant les issues de sauvetage doivent être munies de verres de couleur différente de celle des autres lampes.

Avis.

Dans chaque chambre, les propriétaires doivent afficher un avis, en français et en anglais, contenant les renseignements nécessaires pour permettre aux occupants de se diriger vers les issues supplémentaires et de faire usage des extincteurs et des appareils de sauvetage.

Gong.

Il doit y avoir un gong sonore ou un autre appareil d'alarme pour réveiller les occupants, la nuit, en cas de danger.

Certificat.

Les propriétaires d'hôtels pouvant recevoir quinze pensionnaires ou plus, doivent faire inspecter leur maison et obtenir un certificat attestant que toutes les précautions pour la sécurité des pensionnaires et

30. Insofar as, in the opinion of the inspector, shall be possible, the regulations governing theatres may be applied wholly or in part to public amusement halls or other buildings mentioned in section 2.

Amusement halls.

The certificate prescribed by paragraph 4 of section 6 shall mention the number of persons that each theatre, lecture hall or amusement hall may hold.

Certificate.

Such number shall be in proportion to the number and dimensions of the exits and the width of the passages, corridors and aisles, and no greater number of spectators shall be allowed to enter than the number mentioned in the certificate.

Number of spectators.

Such certificate shall be posted in the place prescribed by the inspector, and its place shall not be changed without his permission. It shall be posted in several places, as may be deemed necessary by the inspector.

Posting of certificate.

Above each door or exit leading to the outside, there shall be placed a sign bearing in large characters the word "exit" or "sortie" and in such light as to be easily read. R. S. 1941, c. 170, s. 30.

Exit signs.

31. The inspector may require that there shall be a night watchman in every hotel or boarding-house having fifty occupied rooms.

Hotels: Watchmen.

The passages and staircases therein shall be lighted throughout the night. The lamps indicating the safety exits shall be supplied with glass of a different colour from that of the other lamps.

Lighting.

The owner shall post in each room a notice, in French and in English, containing the information necessary to enable the occupants to find their way to the supplementary exits and to use the fire-extinguishers and safety appliances.

Posting of notices.

There shall be a sounding gong or other alarm appliance to awake the occupants at night in case of fire.

Gongs.

Owners of hotels which can accommodate at least fifteen boarders, shall have their houses inspected, and obtain a certificate attesting that all the precautions for the safety of the boarders and em-

Certificate.

du personnel ont été prises en conformité de la loi et des règlements. Le propriétaire doit l'afficher dans un endroit apparent de la maison. Ce certificat est donné gratuitement par l'inspecteur. S. R. 1941, c. 170, a. 31; 11-12 Eliz. II, c. 40, a. 16.

ployees have been taken, as required by law and by the regulations. The owner shall post it in a conspicuous place in the house. Such certificate shall be given by the inspector free of charge. R. S. 1941, c. 170, s. 31; 11-12 Eliz. II, c. 40, s. 16.

Écoles.

32. Il est du devoir des directeurs de tout collège, séminaire, école, couvent, hôpital ou asile, d'instruire autant que possible les élèves ou autres occupants sur ce qu'il y a à faire en cas de feu, et de leur montrer la manière de se servir des appareils de sauvetage ou d'extinction.

32. The principal or head of every Schools. college, seminary, school, convent, hospital or asylum, shall, so far as possible, instruct the pupils or other occupants as to what is to be done in case of fire, and show them how to use the safety appliances and fire-extinguishers.

Exercices de sauvetage.

Des exercices de sauvetage et d'évacuation de l'édifice doivent être faits, de temps en temps, sous la surveillance des directeurs de l'institution, et de l'inspecteur si celui-ci le juge à propos.

Fire-drill shall be practised from time to time, under the supervision of the principal or head of the institution, and of the inspector if he thinks proper. Fire-drills.

Certificat.

Les propriétaires, directeurs des collèges, couvents, pensionnats, écoles ou de toute autre maison d'enseignement, doivent constamment tenir affiché dans le parloir de l'édifice, un certificat signé par l'inspecteur, attestant que toutes les précautions concernant la sécurité des élèves, pensionnaires ou autres occupants de l'édifice, en cas d'incendie ou de panique, ont été observées en conformité de la loi et à la satisfaction de l'inspecteur. S. R. 1941, c. 170, a. 32.

The owner or principal of every college, convent, boarding school, or other educational establishment, shall constantly keep posted in the parlour of the building, a certificate signed by the inspector, attesting that all precautions touching the safety of the pupils, boarders or other occupants of the building, in case of fire or panic, have been taken, according to law and to the satisfaction of the inspector. R. S. 1941, c. 170, s. 32. Certificate.

Fermeture des édifices.

33. Tout propriétaire, locataire ou agent qui néglige de se conformer aux avis donnés par l'inspecteur, en vertu de la présente loi, est passible de la pénalité mentionnée dans l'article 35, et, jusqu'à ce qu'il se soit conformé audit avis, aucune assemblée ou représentation quelconque ne peut avoir lieu dans tel théâtre ou salle d'amusements publics, et l'inspecteur est, par les présentes, autorisé à afficher à l'entrée de tel édifice, dans un endroit bien en vue, près de l'entrée, une affiche indiquant que l'édifice en question est dangereux. S. R. 1941, c. 170, a. 33.

33. Every owner, lessee or agent, who Closing of building. fails to comply with any notice given by the inspector in virtue of this act, shall be liable to the penalty prescribed by section 35, and until he has complied with such notice, no meeting or performance shall take place in such theatre or public amusement hall, and the inspector may post at the entrance of such building, in a conspicuous place, a placard indicating that the said building is dangerous. R. S. 1941, c. 170, s. 33.

Démolition.

34. Le propriétaire de tout bâtiment qui a été détruit ou partiellement détruit ou mis dans un état dangereux par le feu ou autrement, doit démolir tel bâtiment, et, dans le cas où le propriétaire refuserait ou négligerait de ce faire, après en avoir reçu l'ordre de l'inspecteur, le bâtiment est démolé aux frais du propriétaire, et le

34. The owner of any building, destroyed or partially destroyed, or rendered Demolition. dangerous by fire or otherwise, shall demolish such building, and if the owner refuses or neglects so to do, after being ordered so to do by the inspector, the building shall be demolished at the expense of such owner, and the cost of such demoli-

coût des travaux de démolition est prélevé par privilège sur le terrain où est situé ce bâtiment. S. R. 1941, c. 170, a. 34.

tion shall be a privileged claim upon the land where the building is situated. R. S. 1941, c. 170, s. 34.

SECTION VII

DES INFRACTIONS ET DES PEINES

Contra-
vention.

35. 1. Les propriétaires d'édifices publics qui contreviennent aux prescriptions de la présente loi et des règlements faits sous son empire, sont passibles d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et des frais pour chaque jour que dure l'infraction.

Mar-
guilliers.

2. Les titulaires, marguilliers ou syndics propriétaires d'églises ou d'édifices servant d'églises, en vertu de la section première de la Loi des terrains de congrégations religieuses (chap. 306), et tous autres possédant des églises ou édifices servant d'églises en vertu de toute autre loi, sont soumis aux dispositions de la présente loi, et, dans le cas de contravention, sont séparément passibles des pénalités édictées dans le paragraphe 1 du présent article. S. R. 1941, c. 170, a. 35.

Contra-
ventions.

36. 1. Tout propriétaire de théâtre ou de salle de réunions publiques, de conférences ou d'amusements publics, qui, sans le certificat requis d'inspection, laisse cet édifice ouvert au public, est passible, outre l'amende indiquée dans l'article 35, d'une pénalité n'excédant pas cinquante dollars et des frais pour chaque jour que tel édifice reste ainsi ouvert.

Ferme-
ture des
édifices.

2. Sur rapport de l'inspecteur, le ministre du travail peut ordonner à ce propriétaire de fermer tel édifice tant qu'il ne se sera pas procuré le certificat requis.

Exécu-
tion.

Cet ordre peut être mis à exécution par tout homme de la police municipale ou de la Sûreté provinciale, ou par un constable de la paix, soit en empêchant le public d'y entrer, soit en faisant vider les lieux.

Contra-
vention.

3. Tout propriétaire, locataire ou agent d'un théâtre ou de tout édifice dans lequel il se donne des spectacles ou amusements publics quelconques, et tout propriétaire ou locataire d'un parc, champ de courses ou terrain de jeux publics, qui refusent l'entrée libre à l'inspecteur, ou ne donnent pas une aide raisonnable pour faciliter son

DIVISION VII

OFFENCES AND PENALTIES

35. (1) Every owner of a public building who infringes any provision of this act or of the regulations made under the authority thereof, shall be liable to a fine of not more than fifty dollars and costs, for each day while the offence lasts.

(2) The incumbents, churchwardens or trustees owning churches or buildings used as such under Division I of the Religious Congregations Lands Act (Chap. 306), and all others owning churches or buildings used as such in virtue of any other law, shall be subject to the provisions of this act, and, in case of contravention, shall be severally liable to the penalties set forth in subsection 1 of this section. R. S. 1941, c. 170, s. 35.

36. (1) Every owner of a theatre or hall, used for public meetings, lectures or public amusements, who, without the required certificate of inspection allows such building to be open to the public, shall be liable, in addition to the fine mentioned in section 35, to a penalty not exceeding fifty dollars and costs, for every day that such building so remains open.

(2) On the report of the inspector, the Minister of Labour may order such owner to close such building until he has obtained the required certificate.

Such order may be executed by a constable of the municipal or Provincial Police Force, or by a peace officer, either by preventing the public from entering or by causing the place to be cleared.

(3) Every owner, lessee or agent of a theatre or of any building in which shows or public amusements of any kind are given, and every proprietor or lessee of a park, race-course or grounds where public sports are carried on, who refuses free access to the inspector or who does not reasonably facilitate the work of the in-

travail, sont passibles d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et des frais. S. R. 1941, c. 170, a. 36.

pector, shall be liable to a fine of not more than fifty dollars and costs. R. S. 1941, c. 170, s. 36.

SECTION VIII

DE LA JURIDICTION DE CERTAINS TRIBUNAUX
ET DE LA PROCÉDURE

Pour-
suites.

37. 1. Toutes les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par l'inspecteur devant un juge des sessions dans la cité de Québec et la ville de Montréal, ou devant le juge de district ou un juge de paix du lieu où la contravention a été commise, dans toute autre partie de la province.

Procé-
dure.

2. La procédure suivie dans telle poursuite est celle prescrite par la Loi des poursuites sommaires (chap. 35).

Prescrip-
tion.

3. Aucune poursuite ne peut être intentée pour infraction à la loi et aux règlements à l'expiration de six mois après que cette infraction est portée à la connaissance de l'inspecteur. S. R. 1941, c. 170, a. 37; 6 Geo. VI, c. 47, a. 3; 13 Geo. VI, c. 20, a. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

Emploi
des
amendes.

38. Les amendes imposées en vertu de la présente loi sont perçues par l'inspecteur et doivent être payées au ministre des finances pour le bénéfice de la province. S. R. 1941, c. 170, a. 38.

Règle-
ments.

39. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, formuler les prescriptions relatives aux édifices visés par l'article 2 se rapportant, entre autres matières, aux suivantes :

a) La construction des édifices publics et leur solidité, pour assurer la sécurité de ceux qui les habitent ou les fréquentent;

b) Les précautions à prendre contre les incendies, principalement en ce qui concerne les portes et les fenêtres, les escaliers, les issues de sauvetage, les appareils d'extinction et de sauvetage, les ascenseurs et leurs appareils de protection;

c) La sécurité, la santé des gardiens, ouvriers, ouvrières, commis ou autres personnes employées dans les édifices publics.

Réserve.

2. Rien dans le présent article ne doit cependant préjudicier aux pouvoirs que les conseils municipaux possèdent de faire des

DIVISION VIII

JURISDICTION OF CERTAIN COURTS AND
PROCEDURE

37. (1) All prosecutions under this act shall be brought by the inspector before a judge of the Sessions in the cities of Quebec and Montreal, or before the district judge or a justice of the peace of the place where the offence was committed, if in any other part of the Province. Prosecutions.

(2) The procedure to be followed in such cases shall be that prescribed by the Summary Convictions Act (Chap. 35). Procedure.

(3) No prosecution shall be brought for any infringement of the law or of the regulations after six months from the time such infringement came to the knowledge of the inspector. R. S. 1941, c. 170, s. 37; 6 Geo. VI, c. 47, s. 3; 13 Geo. VI, c. 20, s. 3; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20. Prescription.

38. The fines imposed under this act shall be collected by the inspector and shall be paid to the Minister of Finance for the uses of the Province. R. S. 1941, c. 170, s. 38. Collection of fines.

39. (1) The Lieutenant-Governor in Council may make regulations, with respect to the buildings mentioned in section 2, upon the following, amongst other matters: Regulations.

(a) The construction of public buildings, and their solidity, so as to ensure the safety of those who reside in or who frequent the same;

(b) The precautions to be taken against fire, and more particularly as respects: doors and windows, staircases, fire-escapes, fire-extinguishing and life-saving apparatus, and elevators and safety appliances in connection therewith;

(c) The safety and health of the guardians, workmen, workwomen, clerks or other persons employed in public buildings.

(2) Nothing in this section shall affect the powers possessed by municipal councils of making by-laws respecting public Proviso.

règlements concernant la sécurité publique, ni à celui qu'ont les commissaires nommés en vertu de la Loi des paroisses et des fabriques (chap. 303), d'en faire concernant le même sujet, en ce qui concerne les églises et autres édifices destinés au culte religieux; pourvu que ces règlements ne soient pas incompatibles avec ceux qui sont faits en vertu de la présente loi. S. R. 1941, c. 170, a. 39.

safety, or the powers of the commissioners appointed under the Parish and Fabrique Act (Chap. 303) to make regulations on the same subject, with respect to churches and other buildings for divine worship; provided such by-laws or regulations be not inconsistent with those made in virtue of this act. R. S. 1941, c. 170, s. 39.

Règle-
ments-
non
infirmés.

40. La présente loi n'affecte pas les règles et règlements, matières ou choses faits en vertu de la loi en vigueur ayant le 25 avril 1908, lesquels restent en vigueur tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, en vertu de la présente loi, et rien non plus, dans la présente loi, n'affecte les règles et les règlements adoptés à ce même sujet en vertu de la Loi de l'hygiène publique (chap. 161). S. R. 1941, c. 170, a. 40.

40. This act shall not affect any rules and regulations, matters or things done or made under the law in force before the 25th of April, 1908, which regulations, matters or things shall remain in force and have effect until the contrary be decided under this act; nor shall it affect the rules and regulations adopted therein under the Public Health Act (Chap. 161). R. S. 1941, c. 170, s. 40. Rules not affected.

Sugges-
tions.

41. 1. L'inspecteur, après avoir signalé au propriétaire d'un édifice quelconque les défauts qui peuvent exister, soit dans la construction de l'édifice, soit dans l'installation et dans l'entretien dudit édifice ou autres défauts résultant de l'absence de ce qui est requis pour protéger la vie des personnes, doit suggérer les travaux qui lui paraissent nécessaires, laissant cependant au propriétaire le choix des changements à faire pour que son établissement soit tenu en conformité de la loi et des règlements.

41. (1) The inspector, after having pointed out to the owner of any building the defects which may exist, whether in the construction of the building or in the installation and maintenance thereof, or any other defects resulting from the absence of anything required for the protection of human life, shall suggest the work which he thinks necessary, leaving however, to the owner, the choice of the changes to be made so that his establishment shall be kept in accordance with the law and regulations. Sug-
gestions.

Visite de
L'inspec-
teur.

2. Sur réception des règlements adoptés en vertu de la présente loi, tout intéressé a le droit de provoquer, par une demande à l'inspecteur du district, une visite de son établissement. L'inspecteur doit alors indiquer les défauts qu'il y constate.

(2) Upon receipt of the regulations adopted in virtue of this act, every person interested may call upon the inspector for the district to visit his establishment. The inspector shall point out whatever faults he may find. Applica-
tion for
inspec-
tion.

Sursis.

3. Si l'application des prescriptions des règlements nécessite une modification notable des dispositions de l'édifice, il est accordé, de droit, un premier sursis calculé d'après l'importance des modifications jugées nécessaires. Après le délai fixé par ce sursis, les règlements adoptés en vertu de la présente loi doivent recevoir leur pleine et entière exécution.

(3) If the application of the regulations necessitates a considerable change in the arrangements of the building, a delay shall be granted, proportioned to the importance of the changes deemed necessary. When such delay has elapsed, the regulations adopted in virtue of this act shall be given full effect. Delay.

Discré-
tion de
l'inspec-
teur.

4. Le délai accordé au propriétaire pour se mettre en règle est laissé à la discrétion de l'inspecteur. S. R. 1941, c. 170, a. 41.

(4) The delay granted to the owner to perform his obligations shall be left to the discretion of the inspector. R. S. 1941, c. 170, s. 41. Discre-
tion of
inspector.

Exécution des travaux par le ministre.

42. À défaut par le propriétaire d'un édifice public de se conformer à la présente loi, le ministre du travail peut faire exécuter, aux frais de ce propriétaire, les travaux nécessaires pour assurer la sécurité de tel édifice ou en ordonner l'évacuation et la fermeture jusqu'à ce que le propriétaire se soit conformé à la loi.

Aides.

L'exécution de tout ordre à cet effet est confiée aux inspecteurs qui peuvent requérir toute l'assistance nécessaire pour y parvenir. S. R. 1941, c. 170, a. 42.

42. If the owner of a public building fails to comply with this act, the Minister of Labour may cause to be done at the expense of such owner, the work necessary to ensure the security of such building, or may order that such building be vacated and closed until the owner complies with the law.

Order by Minister.

Any such order shall be carried out by the proper inspector, who may require all assistance necessary for such purpose. R. S. 1941, c. 170, s. 42.

Assistance.